



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

De la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Mali pour l'année 2021

**Document d'action « Résilience et développement durable au centre du Mali »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1. SYNTHÈSE

### 1.1. Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Résilience et développement durable au centre du Mali Numéro CRIS: NDICI/AFRICA/2021/043-521 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui La présente action contribuera aux Team Europe Initiatives « Stabilisation du territoire au travers d'un meilleur fonctionnement de l'État » et « Environnement et changement climatique - vers une vie, économie et agriculture vertes ».
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : Mali
<b>4. Document de programmation</b>	Document de programmation Mali – UE NDICI 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	Axe prioritaire 3 – Réponse aux besoins humains essentiels/de base Secteur 3.2 - Protection sociale, sécurité alimentaire et nutrition
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Sécurité alimentaire, nutrition
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal: ODD 2 Faim Zéro Autres ODD importants: ODD 1 Éradication de la pauvreté ODD 3 Bonne santé et bien être ODD 5 Égalité entre les sexes ODD 8 Travail décent et croissance économique ODD 10 Inégalités réduites

	ODD 13 Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique ODD 15 Vie terrestre			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	43072 - Programme de sécurité alimentaire des ménages - 30% 12240 - Nutrition de base – 30% 16010 - Protection sociale – 20% 31130 - Ressources en terres cultivables - 20%			
<b>8 b) Principal canal de distribution</b>	PAM/WFP – 41140			
<b>9.Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d'emplois	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	Compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	<u>Connectivité</u> Tags: transports Contacts interpersonnels Énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14 0201 20-C1-INTPA Coût total estimé: EUR 50.000.000 Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 50.000.000			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalité du projet Gestion indirecte avec le Programme alimentaire mondial (PAM)			

## 1.2. Résumé de l'action

Le Mali, pays enclavé de 20,9 millions d'habitants, dont près de la moitié a moins de 15 ans, est situé dans la région centrale du Sahel. Il est classé parmi les pays les moins avancés selon le programme des nations unies pour le développement (PNUD). Le secteur primaire représente 80 % de l'emploi et 38,5 % du PIB. Plus de 70 % de la population travaille dans l'économie informelle. Le Mali est très vulnérable au changement et à la variabilité climatique, notamment en raison de la dépendance de son économie à l'égard de l'agriculture pluviale à petite échelle. 90 % des ménages utilisent des méthodes traditionnelles à faible apport, avec des rendements très réduits. Le cadre harmonisé de mars 2021 a identifié 3,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 830 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère et 55 % des Maliens n'ont pas accès à des aliments nutritifs entraînant des taux de malnutrition importants). La situation devrait encore se détériorer au cours de la période de soudure de 2021 (juin - septembre), lorsque 4 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire, dont 1,3 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, nécessitant une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence. Si l'impact du changement climatique a sans aucun doute contribué à la situation préoccupante de la sécurité alimentaire au Mali, l'intensification du conflit et de l'insécurité dans le centre et le nord du pays est restée le principal moteur de la faim.

L'action vise à renforcer les moyens de subsistance des populations vulnérables pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel à court et moyen termes en parallèle du retour des services de l'État dans des zones très fragiles. Il s'agira d'accroître la capacité des producteurs locaux (production agricole) et des acteurs de la chaîne de valorisation des produits (transformateurs) pour garantir localement une disponibilité alimentaire de qualité. Elle induira une accessibilité améliorée par une augmentation de mise sur le marché, une consommation augmentée et diversifiée (éducation nutritionnelle) et une utilisation optimisée des denrées produites, ou achetées localement, en rapport avec l'amélioration de la nutrition. Les techniques employées mettront l'accent sur la durabilité de la production, la défense et la restauration des eaux et des sols et la prise en compte du changement climatique. Les ménages les plus pauvres disposeront de transferts monétaires leur permettant d'entrer dans un cycle de

développement. Les femmes seront particulièrement impliquées dans les aspects de production, de transformation et de commercialisation. Il sera important de tendre vers un équilibre des responsabilités hommes/femmes, par une reconnaissance du rôle d'opératrices économiques de ces dernières. Les activités impliqueront les communautés hôtes avec les populations déplacées lorsqu'elles sont présentes.

L'action contribuera à la réalisation de la TEI Environnement et la TEI Stabilisation.

La TEI Environnement part du principe que s'attaquer aux effets du changement climatique est une condition *sine qua non* pour permettre au Mali de se stabiliser et de se développer, pour assurer un futur décent à sa population, et notamment à sa jeunesse et aux femmes. Les participations financières et opérationnelles de l'UE ainsi que l'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Norvège, Suisse, Banque européenne d'investissement (BEI) se concentreront sur la gestion durable de ressources naturelles et l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables dans une optique de développement socio-économique et de protection de l'environnement. L'action permet de contribuer à l'ensemble des cinq piliers de l'accélérateur pour la grande muraille verte.

Dans le même temps, l'action constitue une réponse à court et moyen termes au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de populations fragiles au centre du Mali. Elle participera donc à la stabilisation de cette zone identifiée comme prioritaire par l'UE et ses partenaires et à son développement socio-économique en ligne avec le « sursaut civil » de N'Djaména. L'action proposée est construite à partir des leçons apprises dans la mise en œuvre des projets de résilience, cohésion sociale et emploi réalisés dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence. Elle vient en complément aux projets de stabilisation, de développement local et activités économiques offrant des perspectives aux populations, financés par les contributeurs à la TEI Stabilisation (DUE, ECHO, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Norvège, République Tchèque). L'action intervient en complément des objectifs principaux de la TEI stabilisation, en ciblant le relèvement des populations les plus vulnérables et limitant ainsi un risque de déstabilisation accru des zones ciblées

## 2. JUSTIFICATION

### 2.1. Contexte

Le Mali, pays enclavé de 20,9 millions d'habitants, dont près de la moitié a moins de 15 ans,<sup>1</sup> est situé dans la région centrale du Sahel. Il est classé parmi les pays les moins avancés selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec un PIB par habitant de USD 891,<sup>2</sup> se classant au 184<sup>e</sup> rang sur 189 pays selon l'IDH en 2019.<sup>3</sup> Le secteur primaire représente 80 % de l'emploi et 38,5 % du PIB. Plus de 70 % de la population travaille dans l'économie informelle.

Les systèmes agroalimentaires au Mali sont très vulnérables au changement et à la variabilité climatique, notamment en raison de la forte dépendance de son économie à l'égard de l'agriculture pluviale, agriculture familiale pratiquée sur de petites surfaces. 90 pour cent des ménages utilisent des méthodes traditionnelles à faible apport en engrais, avec des rendements très réduits. Entre 2/3 et 3/4 des terres cultivées sont des céréales sèches telles que le maïs, le mil et le sorgho. Ces productions ont augmenté les dernières décennies grâce à l'extension des superficies cultivées et non à l'intensification avec un rendement à l'hectare tous céréales confondus qui stagne autour de 1/2 t/ha (FAOSTAT). Il en va de même pour l'élevage mobile, où 80 % des têtes des effectifs du bétail malien sont élevées et commercialisées au sein d'exploitations familiales qui pratiquent l'élevage sous une forme pastorale ou agropastorale extensive et semi-transhumante. Cette production mobile permet de mettre en valeur des ressources naturelles éparses et de larges espaces impropres à l'agriculture et dépend fortement des conditions climatiques (pluviométrie notamment) qui se voient altérées par le changement climatique. La mobilité du bétail (entravée de plus en plus par l'insécurité), pratique très ancrée, est donc aussi une source de résilience des systèmes agro-pastoraux qui grâce à sa flexibilité permet de mitiger les effets du changement climatiques. Le dernier rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a classé le Mali et la région élargie du Sahel comme un "point

<sup>1</sup> UNFPA. Population mondiale Mali. <https://www.unfpa.org/fr/data/world-population/ML>.

<sup>2</sup> Banque Mondiale. PIB par habitant (\$ US courants). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

<sup>3</sup> PNUD. Classement de l'indice de développement humain. 2019. <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking>.

chaud du changement climatique".<sup>4</sup> Les contraintes environnementales, financières et matérielles conduisent la plupart des agriculteurs à vendre leurs produits peu après la récolte, alors que les prix sont généralement à leur plus bas niveau. Les femmes sont particulièrement touchées car elles sont surreprésentées dans la production, la transformation et la commercialisation à petite échelle.<sup>5</sup> L'action couvrira la production agricole, la transformation locale d'aliments ainsi que l'accès à l'alimentation et son caractère nutritif.

Sur le plan conjoncturel, le cadre harmonisé (CH) de mars 2021 a identifié 3,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dont 830 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère (IPC phase 3 à 5). La situation devrait encore se détériorer au cours de la période de soudure de 2021 (juin - septembre), lorsque 4 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire, dont 1,3 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, nécessitant une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence. 55 % des maliens n'ont pas accès à des aliments suffisamment nutritifs. De plus, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est estimée à 7 %. La malnutrition chronique est également préoccupante, avec une prévalence nationale de 23,9 % et 9 régions sur 11 enregistrant une prévalence supérieure à 20 %.

Si l'impact du changement climatique a sans aucun doute contribué à la situation préoccupante de la sécurité alimentaire au Mali, l'intensification du conflit et de l'insécurité dans le centre et le nord du pays est resté le principal moteur de la faim. La détérioration de la situation sécuritaire dans les pays voisins Niger et Burkina Faso est également un facteur d'aggravation du contexte au Mali, avec une intensification généralisée de l'insécurité et des mouvements internes et transfrontaliers de population. Au 31 janvier 2021, 347 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays, la plus forte concentration se trouvant dans la région centrale de Mopti.

Les déplacements de populations ont augmenté la pression sur des ressources alimentaires déjà sous-contraintes qui, en 2020, ont encore été affectées par la fermeture prolongée des frontières suite aux mesures de prévention du COVID-19 et les sanctions imposées par la CEDEAO après le coup d'État d'août et jusqu'en octobre 2020. En outre, l'effet de la pandémie sur le bien-être social et économique des populations les plus vulnérables du pays a été sévère, réduisant encore l'accès aux aliments nutritifs, conséquence des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et de l'augmentation des prix des denrées, et aboutissant à une augmentation des inégalités économiques.<sup>6</sup> La situation politico-sécuritaire reste une préoccupation centrale dans un contexte particulièrement volatile où le pays a vécu deux coups d'états en moins d'un an et une détérioration marquée de la situation dans les zones frontalières. Enfin, les 4.411 cas de violences basées sur le genre, rapportés depuis 2020, sont préoccupants (98 % des victimes sont des femmes, dont 61 % de filles) et incitent à accorder une attention particulière aux femmes et aux filles.<sup>7</sup>

## 2.2. Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes

Le secteur primaire et les systèmes agro-alimentaires occupent une place vitale au Mali : 70 % de la population active y est employée et ils génèrent plus d'un tiers du PIB (38 %). L'agriculture est dominée par le secteur informel et reste une des priorités des autorités qui ont réaffirmé à travers la déclaration de Malabo de 2014 leur engagement à consacrer au moins 10 % du budget national au secteur agricole. La production et la consommation sont largement familiales et artisanales, jusqu'à 80 pour cent, et la transformation des produits agricoles demeure artisanale et très peu compétitive, victime de faiblesses organisationnelles et de la précarité des équipements (transformation, conditionnement et conservation).

Les défis comprennent entre autres les défaillances dans la productivité, la transformation et la conservation des produits, le faible accès aux services financiers pour les petits producteurs, les faibles dépenses pour la recherche agricole, la diminution de la résilience aux chocs, le manque d'accès aux marchés locaux, ou les pertes au stockage. Les femmes sont particulièrement touchées, car elles sont plus nombreuses à travailler dans les chaînes de valeur du niébé, des légumes et du lait, où les pertes sont les plus élevées. Leur capacité de transformation et de conditionnement est faible et le taux élevé d'analphabétisme limite le transfert de connaissances. Les évaluations de programmes

<sup>4</sup> GIEC. Réchauffement de la planète de 1,5 °C: rapport spécial, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève, 2019. <https://www.ipcc.ch/sr15>.

<sup>5</sup> PAM. Genre, Marchés et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel: Analyse Comparative du Mali, Niger et Tchad. 2018. <https://www1.wfp.org/publications/gender-andmarkets-initiative-west-and-central-africa-country-case-studies>.

<sup>6</sup> FAO. Systèmes agroalimentaires nationaux et la covid-19 au Mali. <http://www.fao.org/3/cb3622fr/cb3622fr.pdf>

<sup>7</sup> Global Humanitarian Overview 2021. <https://gho.unocha.org/mali>.

antérieurs nous amènent à suggérer une intervention sur plusieurs de ces défaillances en parallèle plutôt que d'apporter des soutiens isolés.

Les femmes, dont 78 % vivent en milieu rural, sont aussi désavantagées en matière d'accès à la terre, de possession du bétail (même la dominance masculine recule timidement avec le temps et est moins marquée pour certaines espèces comme les caprins et les ovins), aux services financiers, à la formation et aux marchés. Elles représentent 70 % de la main d'œuvre impliquée dans la production alimentaire<sup>8</sup> mais ne détiennent que 10 % des droits d'utilisation des terres et 8 % des titres de propriété foncière.<sup>9</sup> Les femmes sont également fortement impliquées dans les travaux ménagers non rémunérés. La combinaison de ces facteurs limite leurs revenus et leur pouvoir de décision sur les questions alimentaires et nutritionnelles, parmi d'autres, au sein de leur ménage.

L'intensification et la diversification de l'agriculture sont limitées, avec peu d'intégration entre le secteur de subsistance et le secteur commercial à grande échelle. Les rendements des petits exploitants sont faibles et variables en raison de la faible fertilité des sols et des précipitations insuffisantes, la faible utilisation des variétés améliorées, les faibles capacités des producteurs (équipements, savoir-faire, assistance technique), etc. Les contraintes tout au long de la chaîne de valeur conduisent la plupart des agriculteurs à vendre leurs produits peu de temps après la récolte, lorsque les prix sont généralement à leur niveau le plus bas. Les capacités limitées de stockage et de transformation contribuent à des pertes alimentaires élevées, allant de 21 % pour les céréales à 66 % pour les fruits et les légumes.<sup>10</sup>

La dégradation des sols, due à la combinaison des pratiques d'utilisation des terres, de la croissance démographique et des précipitations marginales, est une contrainte importante. Alors qu'environ 60 % de la population vit sur des terres dégradées, près de la moitié des terres cultivées sont exploitées sans engrais. Cette limitation des ressources entraîne une concurrence qui contribue aux conflits intercommunautaires. L'action prévoit que la capitalisation des expériences de terrain alimente une réflexion politique.

Comme l'a souligné la revue nationale Faim Zéro du Mali de 2017, la protection sociale est un pilier important de la réponse à l'insécurité alimentaire. Cependant, pour l'instant, moins de 20 % de la population bénéficie d'une forme de soutien à la protection sociale. Les plus grands programmes nationaux comprennent *Jigisemejiri*, qui couvre environ 80 000 ménages, le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) avec son plan de réponse annuel ciblant environ 2,7 millions de bénéficiaires, et le programme d'alimentation scolaire, qui devrait cibler environ 750 000 enfants en âge scolaire en 2021. La mise en œuvre de ces filets de sécurité est soutenue par des partenaires extérieurs mais sa possibilité d'expansion à travers les programmes et systèmes nationaux est limitée par les crises politique, sanitaire et sécuritaire.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Cette action cible les détenteurs de droits, à savoir les personnes vivant dans des situations les plus vulnérables et laissées pour compte, affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et à risque par rapport à la malnutrition (femmes enceintes et allaitantes et enfants de 6-23 mois) et aux crises (climatiques, économiques, conflits, violences), comme les petits producteurs à faibles revenus, en particulier les femmes et les jeunes, les personnes déplacées internes de longue durée, les OP (organisations paysannes) et les GIE (groupements d'intérêt économiques), et acteurs communautaires en charge des activités de santé et nutrition.

Les acteurs étatiques (porteurs de devoirs) et en particulier les ministères en charge de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, les forêts, la nutrition, la protection sociale seront impliqués dans leurs tâches régaliennes d'appui-conseil, suivi des normes, contrôle du respect des plans d'aménagement, mais aussi le système d'alerte précoce, l'observatoire du marché agricole, l'agence en charge du contrôle sanitaire des aliments dont les capacités seront renforcées. Au niveau local (communal), les autorités locales (communales) et les services techniques déconcentrés seront partenaires du programme. Les acteurs privés de la société civile: producteurs, groupements, associations, coopératives, artisans transformateurs assurant la production, le stockage, la conservation et la transformation artisanale des produits et les acteurs commerciaux et des associations locales seront également parties prenantes.

<sup>8</sup> Centre d'études africaines et de recherches interculturelles. La femme rurale du Mali. <http://www.ceafri.net/site/spip.php?article98>.

<sup>9</sup> WFP and UN-Women. 2017. Gender, Access and Use of Credit, Capital and Insurance Services in Mali: VAM Gender and Market Study #10. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000100869/download>.

<sup>10</sup> PAM. 2018. Genre, Marchés et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel: Analyse Comparative du Mali, Niger et Tchad. <https://www1.wfp.org/publications/gender-andmarkets-initiative-west-and-central-africa-country-case-studies>.

### 3. DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1. Objectifs et produits

Le but de l'action est de contribuer à l'atteinte de l'ODD 2 : Faim zéro au Mali.

**L'objectif général (Impact)** est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les zones ciblées du centre du Mali.

**Objectifs spécifiques (Outcomes):**

**OS1** La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vivant dans des situations très vulnérables et affectées par les chocs dans les communes ciblées, dont en particulier les ménages gérés par des femmes, est améliorée.

**OS2** Les moyens de subsistance des populations ciblées sont améliorés.

**OS3** La prévention de la malnutrition est améliorée.

**OS4** La gestion des risques et la résilience aux chocs et crises aux niveaux national, local et communautaire est améliorée.

Les **produits (Outputs)** à fournir par cette action contribuant aux objectifs spécifiques (Outcomes) correspondants sont :

- 1.1 Les ménages vivant dans des situations vulnérables, en particulier ceux gérés par des femmes exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats pendant les chocs et crises saisonnières.
- 1.2 Le registre social unifié (RSU)<sup>11</sup> est renforcé et étendu géographiquement .
- 2.1 Des actifs communautaires sont réalisés en échange de transferts monétaires sur base des priorités retenues dans les planifications communautaires participatives (PCP).
- 2.2 La capacité des petits producteurs, coopératives agricoles et des unités de production et de transformation à produire, transformer, stocker et vendre des produits agricoles, avec un accent particulier sur leur sensibilité à la nutrition, est améliorée.
- 3.1 L'offre d'aliments locaux à haute valeur nutritive est accrue pour les personnes vivant dans des situations précaires.
- 3.2 L'utilisation des aliments locaux ou disponibles localement à haute valeur nutritive est améliorée.
- 3 Une stratégie adaptative est développée et mise en œuvre pour le renforcement des capacités des populations ciblées pour améliorer leur diète alimentaire en mettant à profit les circuits courts (production locale), la valorisation des produits locaux transformés (farines enrichies) et un meilleur équilibre alimentaire par un emploi d'aliments à haute valeur nutritive.
- 4.1 Les mécanismes nationaux, locaux et communautaires de prévoyance et de réponses aux chocs sont renforcés.

Les activités impliqueront les communautés hôtes avec les populations déplacées lorsqu'elles sont présentes.

#### 3.2. Activités indicatives

**Activités liées au produit 1.1**

1.1.1 Fournir des transferts monétaires inconditionnels à des ménages/individus, en particulier des femmes, vivant dans des situations extrêmement vulnérables -y compris les personnes déplacées internes- et affectés par les chocs pour répondre à leurs besoins alimentaires immédiats.

1.1.2 Fournir des services complémentaires aux transferts monétaires pour soutenir la prévention, et la préparation de la réponse, et l'accompagnement aux changements de comportement et une transition vers des solutions durables.

**Activités liées au produit 1.2:**

1.2.1 Assurer l'extension et le renforcement du registre social unifié dans les régions du centre affectées par les chocs et crises.

**Activités liées au produit 2.1:**

<sup>11</sup> Le RSU est un système d'information, géré par le gouvernement du Mali à travers une unité technique, composé d'une base de données permettant de dresser les profils et les caractéristiques socio-économiques des ménages dans une unité administrative donnée. L'objectif de ce registre est d'orienter le ciblage des bénéficiaires pour l'ensemble des programmes sociaux du pays vers les ménages les plus méritants (les plus pauvres et vulnérables).



2.1.1 Appuyer des processus de planification communautaire participative (PCP) dans les villages ciblés et renforcer la redevabilité, avec un accent sur les capacités en termes de sensibilité à la nutrition et sécurité alimentaire dans les plans communaux.

2.1.2 Fournir aux ménages ciblés des transferts monétaires conditionnels qui soutiennent la réalisation d'actifs communautaires / environnementaux, productifs et socio-économiques.

#### **Activités liées au produit 2.2:**

2.2.1 Fournir aux organisations de producteurs un accès aux moyens de production durable, de valorisation, de transformation et de commercialisation de produits à haute valeur nutritive et renforcer leur capacité de résilience face aux changements climatiques.

2.2.2 Faciliter l'accès des petits exploitants aux crédits et intrants et aux outils innovants pour mitiger les risques climatiques sur leurs activités.

#### **Activités liées au produit 3.1 :**

3.1.1 Étendre le nombre d'unités de transformation multifonctionnelles répondant aux normes de qualité.

3.1.2 Suivre le prix des marchés, y compris sur les aliments nutritifs dans les zones ciblées.

#### **Activités liées au produit 3.2:**

3.2.1 Introduire la supplémentation nutritionnelle à partir des produits locaux et disponibles localement à haute valeur nutritionnelle en faveur des groupes vulnérables (enfants et femmes) vivant dans les ménages affectés par la crise pour améliorer leurs apports nutritionnels avec la modalité coupons de valeur.

3.2.2 Renforcer les menus servis au niveau des cantines scolaires pour en améliorer les apports nutritionnels à partir des produits locaux.

#### **Activités liées au produit 3.3:**

Développer et mettre en œuvre une stratégie adaptative de renforcement des capacités des populations ciblées pour améliorer leur diète alimentaire en mettant à profit les circuits courts (production locale), la valorisation des produits locaux transformés (farines enrichies) et un meilleur équilibre alimentaire par un emploi d'aliments à haute valeur nutritive.

3.3.2 Renforcer les capacités des acteurs communautaires (relais et GSAN) sur la nutrition et les techniques de communication interpersonnelle.

#### **Activités liées au produit 4.1:**

4.1.1 Appuyer à la structuration des organisations productrices et des GIE pour le renforcement de la quantité, la durabilité et de la qualité de la production agricole pour accroître le potentiel d'expansion des organisations et garantir la durabilité des investissements.

4.1.2 Gérer les connaissances et la mise en place des réseaux nationaux de recherche, d'analyse et de conseil (structures de recherches, universités et structures spécialisées, etc.) pour appuyer la capitalisation, tirer les leçons et appuyer la mise à l'échelle de bonnes pratiques, et soutenir et influencer la modélisation et le renforcement des systèmes

4.1.3 Renforcer le système national d'alerte précoce, la préparation et la planification des réponses d'urgence (conflits, inondations, déplacements internes de population, soudure).

#### **Contributions des États Membres aux produits de cette action dans le cadre des Team Europe Initiatives**

Outre le dialogue politique sur l'ensemble des secteurs concernés qui sera mené conjointement avec les membres de la Team Europe, plusieurs interventions des États Membres dans le cadre des TEI contribueront également, via de l'assistance technique et des projets, à l'atteinte des objectifs de cette action.

L'engagement de la contribution de l'UE aux Team Europe Initiatives (TEI) prévues dans le cadre de ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces TEI et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des TEI.

### **3.3. Intégration des questions transversales**

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Le profil environnemental du Mali a été réalisé en 2018-2019.



---

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques**

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était : risque faible (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). Des mesures d'atténuation des risques pour le projet seront établies.

---

**Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Ceci implique que les femmes, qui représentent plus de la moitié de la main d'œuvre agricole, et les jeunes, pour qui l'agriculture demeure un secteur très peu attractif seront ciblés en priorité, à la fois comme bénéficiaires mais aussi comme acteurs de changement, en particulier dans le cadre des activités de formation à vocation professionnelle, et des dialogues communautaires. Les femmes, ainsi que les ménages gérés par les femmes, seront par ailleurs, ciblées en priorité pour les distributions de transferts monétaires sensibles à la nutrition.

---

**Droits de l'Homme**

Les populations subissent des abus de la part de groupes armés terroristes et de milices communautaires sur une grande partie du territoire. Les Nations unies ont également relevé des violations des droits humains ainsi que du droit international humanitaire de la part des forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM). Le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante, remis au SGNU le 26 juin 2020, qui devait enquêter sur des violations des droits humains et du droit international humanitaire au Mali entre 2012 et 2018, confirme de manière détaillée l'impunité qui persiste au Mali depuis des années. L'action portera une attention particulière à l'application des principes de travail de l'approche basée sur les droits humains (application de tous les droits humains pour tous, participation significative et inclusive et accès à la prise de décision, non-discrimination et égalité, responsabilité et État de droit pour tous et transparence et accès à l'information soutenus par des données désagrégées).

---

**Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Des ménages comportant des personnes avec un handicap pourront être ciblés par cette action.

---

**Démocratie**

Cette action sera mise en œuvre selon une approche fondée sur les droits, notamment en assurant dans toutes les activités la participation et l'accès au processus de prise de décision, non-discrimination et égalité d'accès, responsabilité et accès à l'état de droit, transparence et accès à l'information.

---

**Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Le renforcement de la cohésion sociale est au cœur de l'approche résilience à travers des interventions sensibles aux conflits et l'utilisation d'outils et d'approches (planification participative, ciblage) qui visent la paix et la stabilisation.

---

**Réduction des risques de catastrophes**

Le programme apportera un renforcement de capacités au système d'alerte précoce (SAP). L'UE apporte déjà un soutien méthodologique (formation et outils de suivi) sous forme d'assistance technique à travers son appui global au dispositif national.

---

**Autres considérations, le cas échéant**

Le programme aura un impact environnemental positif à travers la conservation et l'amélioration de la biodiversité et la restauration des ressources naturelles, pour le sol, la couverture végétale et l'eau, et la formation sur les techniques d'agroécologie qui appuiera l'utilisation rationnelle des engrais et des intrants limitant la pollution et les problèmes sanitaires. Le programme travaillera également à appuyer la mise en œuvre de techniques locales innovantes, comme les constructions bio climatiques en terre et les énergies vertes, en vue non seulement de réduire l'empreinte écologique mais aussi d'assurer un transfert et une mise à l'échelle locales de pratiques durables.

En réponse au choc soudain lié aux conflits et aux chocs saisonniers et climatiques, la composante soutiendra les PDI et les communautés hôtes sur base de leur vulnérabilité à la suite des réponses d'urgence RRM pour renforcer leur sécurité alimentaire et contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

### 3.4. Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Risque 1 La situation sécuritaire se dégrade (tension intercommunautaire, déplacements de force)	<b>Haute</b>	<b>Moyen</b>	L'accès dans les zones difficiles en utilisant une approche basée sur l'acceptation de la communauté et une approche nuancée et spécifique au contexte. Le partenaire de mise en œuvre veille à ce que les accords de mise en œuvre avec les ONG soient acceptés par la communauté, ce qui permet un accès sûr et fiable, tout en tenant compte des contraintes de capacités et des problèmes de responsabilité.
Environnement Externe	Risque 2 Politique et institutionnel - Le système de gouvernance dans les zones géographiques ciblées est faible	<b>Haute</b>	<b>Faible</b>	Un système de gestion des risques du partenariat avec le gouvernement, avec des modalités de travail adaptées et un système de suivi et d'assurance qui est fondé sur le risque, est en place. Des appuis au développement des capacités accompagneront les mesures.
Environnement externe	Risque 3 Politique et institutionnel - L'instabilité politique met en cause les acquis et la mise à l'échelle nationale			Le partenaire de mise en œuvre travaillera avec les systèmes nationaux aux différents niveaux, combinant le travail avec les autorités et les services techniques aux niveaux central et décentralisés mais également avec les organisations de la société civile, le monde académique et le secteur privé. Il aide à bâtir un partenariat diversifié qui lui permet de progresser de manière phasée, même en cas de situations politiques complexes, en ayant recours à des approches flexibles et si besoin à un ajustement des modalités de mise en œuvre.
Organisation	Risque 4 Retards dans la mise en œuvre des projets			La modalité "CBT" (Cash Based Transfer (transfert monétaire) offre une certaine souplesse et peut réduire le délai entre la réception des ressources et leur livraison aux bénéficiaires. L'utilisation de financements anticipés peut également réduire le temps nécessaire. Pour les transferts en nature, l'achat à terme contribuera à atténuer les ruptures de la filière et à maximiser les livraisons dans les délais. Un suivi régulier garantira également que ce risque soit atténué.
Organisation	Risque 5 Pesanteurs socio-culturelles et résistances pour un			Une analyse genre au démarrage de l'action sera menée pour identifier les risques les plus pertinents et pour formuler

	travail de fond sur les inégalités et les discriminations, en particulier celles visant les femmes			des mesures d'atténuation, à mener lors de la mise en œuvre de l'action.
Risque externe	Risque 6 Les risques fiduciaires sont principalement liés à la fraude et à la corruption, et comprennent notamment le risque de détournement de l'assistance			Les contrôles internes et externes seront renforcés par l'application de procédures de gestion des risques et de mesures d'atténuation. Les risques fiduciaires sont principalement liés au non-respect des procédures. Comme mesures d'atténuations, le partenaire de mise en œuvre: formera les parties prenantes ; fera des rappels réguliers ; mettra en place des audits systémiques et financiers si nécessaire, et des sanctions dissuasives, et effectueront des contrôles de détection ex: contrôles inopinés (spot checks), des missions de supervisions sur site ou à distance ('field oversight missions and remote oversight').

#### Enseignements tirés:

L'action proposée, en alignement avec le projet européen CRIALCES financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU) et mis en œuvre par le PAM, permettra de réduire considérablement les contraintes que les programmes de nutrition rencontrent dans la chaîne d'approvisionnement des aliments nutritionnels spécialisés (aggravés par la crise Covid) et d'offrir des perspectives durables pour la valorisation nutritionnelle de la production agricole locale au niveau des actifs productifs mis en place dans le cadre des programmes de résilience - notamment celui soutenu à travers le programme d'urgence (PDU), en appuyant les communautés et institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale, et en renforçant le tissu socio-économique local. Les actions soutenues viendront renforcer et consolider les acquis qui ont été obtenus dans le cadre du PDU dans les communes de convergences situées au long de la frontière avec le Burkina Faso dans la région de Mopti et Gao.

En ligne avec l'approche « nexus » du programme KEY financé par le FFU, la présente action s'inscrit dans une approche de triple nexus en ajoutant la nécessaire dimension de prévention des conflits.

De plus, les activités de renforcement de la résilience du PAM sont financées par un grand groupe de donateurs, dont l'Allemagne, le Canada, le Danemark, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix. Le PAM collabore également avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) dans une stratégie conjointe sur la résilience au Mali avec des "communes" de convergence. Dans le cadre du Partenariat Renforcé PAM-UNICEF, les deux agences travaillent ensemble à la mise en œuvre d'un paquet complémentaire visant à renforcer la résilience, assuré par une combinaison de financements parallèles et de financements conjoints.

### 3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention s'articule autour du principe de l'importance de l'interconnexion des actions menées pendant la durée du projet, en termes de provision de filets sociaux et de réponse aux chocs, d'amélioration des moyens de subsistance, et d'amélioration des systèmes alimentaires et de la nutrition, favorisant le développement durable au centre du Mali. Cet appui permettra d'une part de stabiliser la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des populations vivant dans des situations extrêmement vulnérables sur le court terme, et d'autre part de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le moyen et le long termes dans l'esprit d'une approche résilience et triple nexus: en donnant une réponse à court terme aux besoins immédiats ainsi qu'en ciblant les causes sous-jacentes de la vulnérabilité à long terme, en encourageant la diversification des moyens de subsistance et en renforçant les systèmes pour les rendre plus à même de prévenir et répondre aux chocs. Un accompagnement aux structures de l'État renforcera le système national d'alerte précoce.

En effet, l'action part du postulat que :

**Si** la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables est améliorée (OS 1) ;

**Si** les moyens de subsistance sont améliorés (OS 2) ;

**Si** la malnutrition est prévenue (OS 3) ;

**Si** les capacités de résilience et gestion des risques des institutions nationales, locales et des communautés sont renforcées (OS 4) ;

**Alors** les individus, ménages et communautés vivant dans des conditions extrêmement vulnérables accéderont à un meilleur niveau de bien-être et tout particulièrement de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec des capacités de résilience améliorées.

L'impact de cette action sera par ailleurs renforcé par les autres interventions des TEI stabilisation et environnement<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Les cadres des logiques d'intervention de ces TEI sont en cours d'élaboration.

### 3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cibles	Source de données	Hypothèse
Impact	Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les zones ciblées du centre du Mali.	1 Prévalence de l'insécurité alimentaire (%) 2 Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans (%) 3 Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans (%)	1: 17% (2020) 2: 11,1% (2020) 3: 23,9%(2020)	1: 14% (2024) 2: <10% (2024) 3: 20% (2024)	Rapport ENSAN Enquêtes ménages/Rapport SMART Enquête CAP	Non applicable
Effet direct 1	La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vivant dans des situations très vulnérables et affectées par les chocs dans les communes ciblées, dont en particulier les ménages gérés par des femmes est améliorée	1.1 Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficiant d'une assistance de l'UE ** (désagrégré par sexe, âge** (H/F) (EU RF 32) 1.2 Indice de stratégie d'adaptation basée sur la consommation alimentaire (moyenne) 1.3 Pourcentage des ménages (gérés par des femmes et hommes) avec un Score de diversité alimentaire > 5 groupes d'aliments (%) 1.4 Nombre de personnes (f/h) assistées et intégrées dans les systèmes nationaux de protection sociale grâce au soutien de l'UE (H/F)	1.1 : (2020) 1.2: 4,6 (2020) 1.3: 55% (2020) Consomment au moins 5 groupes d'aliments	1.1: (2024) 1.2 : <3,6 (2024) 1.3 : 65% (2024)	Enquête ménage / Rapport PDM/Évaluation finale Enquête ménage / Rapport PDM Enquête ménage / Rapport PDM	La situation sécuritaire est stable - Aucune sécheresse majeure ne se produit

Effet direct 2	Les moyens de subsistance des populations ciblées sont améliorés	2.1 Pourcentage des ménages (gérés par des femmes et des hommes) qui n'ont pas recours aux stratégies d'adaptations basée sur les moyens d'existence		2.1 : ≥80% (2024)	Enquête ménage / Rapport PDM	La situation sécuritaire est stable - Les marchés sont fonctionnels et les prix du marché sont stables
		2.2 Pourcentage des petits producteurs qui adoptent au moins 3 techniques améliorées et adaptées au changement climatique	2.1 : 56% (2020)	2.2 : 70% pour les Hommes et les Femmes (2024)	Rapport de suivi des activités des partenaires	
		2.3 Pourcentage des ménages (gérés par des femmes et des hommes) avec un score de consommation alimentaire acceptable	2.2: hommes 53% femmes 46% (2020)	2.3 : >90% (2024)	Enquête ménage / Rapport PDM	
		2.4 Indice de stratégie d'adaptation basée sur la consommation alimentaire (moyenne)	2.3: 28% (2020)	2.4 : <2.75 (2024)	Annual outcome monitoring surveys	
		2.5 Pourcentage de ménages (gérés par des femmes et des hommes) qui dépensent plus de 65 % de leur budget mensuel en nourriture [Indice Part de dépenses alimentaires (FES)]	2.4: 8,01 (2020)	2.5 : <66.9% (2024)	Annual outcome monitoring surveys	
		2.6 Pourcentage de ménages (gérés par des femmes et des hommes) dont les dépenses mensuelles totales sont supérieures au seuil du panier de dépenses minimum (MEB)	2.5: 75,2% (2020)	2.6 : TBD	Rapport ENSAN	
		2.7 Taux d'augmentation du revenu des ménages (gérés par les femmes et les hommes)(%)	2.6: 52% (2020)	2.7 :10%, soit de 121 960 FCFA à 134 156 FCFA (revenu mensuel moyen) - 2024		



<b>Effet direct 3</b>	<b>La prévention de la malnutrition est améliorée</b>	3.1 Proportion d'enfants de 6 à 23 mois recevant un régime minimum acceptable (MAD)	3.1: 15% (2020)	3.1: $\geq 30\%$ (2024)	Enquête ménage / Rapport PDM	La situation sécuritaire est stable
		3.2 Proportion des femmes en âge de procréer ayant une diversité minimale du régime alimentaire (MDD-W)	3.2: 22% (2020)	3.2: $\geq 50\%$ (2024)		
		3.3 Nombre de femmes en âge de procréer, d'adolescentes et d'enfant de moins de 5 ans bénéficiant des interventions liées à la nutrition soutenues par l'UE ** (EU RF 33)	3.3 (2020)	3.3 (2024)		
		3.4 Score de consommation alimentaire – Nutrition (% des ménages (gérés par des femmes et des hommes) qui consomment quotidiennement des aliments riches en Fer Hem, en Vitamine A et en Protéine dans les 7 derniers jours)	3.4: Fer Hem :15% Vit A : 20% Protéine : 37% (2020)	3.4: Fer Hem :22% Vit A : 31% Protéine : 46% (2024)		
		3.5 Proportion des FEFA qui connaissent et pratiquent au moins trois comportements clefs en matière de nutrition (%)	3.5: NA (2020)	3.5: 50% (2024)		
<b>Effet direct 4</b>	<b>La gestion des risques et la résilience aux chocs et crises au niveau national, local, communautaire est améliorée</b>	4.1 Nombre de politiques, de programmes et d'éléments de systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition améliorés grâce au soutien de l'UE	4.1. 2 (2020)	4.1. $\geq 6$ (2024)	Rapport des partenaires Gouvernementaux	-La situation sécuritaire est stable. - Le partenariat avec le gouvernement est continu et efficace
		4.2 Proportion de transferts en espèces acheminés par les systèmes nationaux de protection sociale grâce à l'appui de l'UE	4.2 NA	4.2. 66 000 (soit 75% du nombre total assisté de 88 000) – 2024		

		4.3 Montant des Ressources mobilisées par les systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition avec l'appui de l'UE (FCFC)	4.3. 591 485 400 FCFA (2020)	4.3. 976 488 624 FCFA (2024)		
<b>Produit 1 Lié à l'effet direct 1</b>	1.1 Les ménages vivant dans des conditions vulnérables, en particulier ceux gérés par les femmes, exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats pendant les chocs et crises saisonnières.	<p>1.1.1 Nombre de femmes, hommes, garçons et filles recevant des vivres/ transferts en espèces/bons et renforcement des capacités avec l'appui de l'UE</p> <p>1.1.2 Nombre de femmes, hommes, garçons et filles assistés à travers le programme de protection sociale avec l'appui de l'UE</p>	<p>1.1.1: 0</p> <p>1.1.2: 0</p>	<p>1.1.1: 15 000 (2024)</p> <p>1.1.2: 528 000 pers. soit 88 000 ménages (2024)</p>	Rapports des partenaires coopérants	
<b>Produit 2 Lié à l'effet direct 1</b>	1.2 Le registre social unifié (RSU) est renforcé et étendu géographiquement	<p>1.2.1 Montant de cash transféré à travers le programme de protection sociale avec l'appui de l'UE (FCFC)</p> <p>1.2.2 Nombre de personnes formées avec l'appui de l'UE et ayant acquis de nouvelles compétences sur les mesures de préparations et de réponse aux chocs (H/F)</p>	<p>1.2.1: 0</p> <p>1.2.2: 0</p>	<p>1.2.1: 5 129 643 689 FCFA (2024)</p> <p>1.2.2: 15 000 (2024)</p>	<p>Rapports des partenaires coopérants</p> <p>1.2.2. Questionnaire e connaissances complété par les participants en début et fin de formation</p>	
<b>Produit 1 Lié à l'effet direct 2</b>	2.1 Des actifs communautaires sont réalisés en échange de transferts monétaires sur base des priorités retenues dans les planifications communautaires participatives (PCP)	<p>2.1.1 Nombre de PCP réalisé avec l'appui de l'UE</p> <p>2.1.2 Nombre d'actifs part type (Communautaires, productifs, protectifs, environnementaux) durables créés ou réhabilités avec l'appui de l'UE</p> <p>2.1.3 Montant de cash transféré en compensation des actifs créés</p>	<p>2.1.1: 0</p> <p>2.1.2: 0</p> <p>2.1.3: 0</p>	<p>2.1.1: 100 (2024)</p> <p>2.1.2: 200 (2024)</p> <p>2.1.3: 5 030 875 843 FCFA (2024)</p>	Rapports des partenaires coopérants	

		ou réhabilités avec l'appui de l'UE (FCFA)				
		2.1.4 Nombre de personnes (hommes et femmes) bénéficiaires des activités de création d'actifs avec l'appui de l'UE	2.1.4: 0	2.1.4: 300 000 (2024)		
<b>Produit 2 Lié à l'effet direct 2</b>	2.2 La capacité des petits producteurs, coopératives agricoles, et des unités de production et de transformation à produire, transformer, stocker et vendre des produits agricoles, avec un accent particulier sur leur sensibilité à la nutrition, est améliorée	2.2.1 Nombre de petits producteurs (hommes et femmes) formés et ayant acquis de nouvelles compétences sur les approches agro-écologiques, l'adaptation au changement climatique, les techniques d'intensification durable, de réduction des pertes post récoltes, de conservation, de transformation et de commercialisation avec l'appui de l'UE	2.2.1: 0	2.2.1: 10 000 (2024)	2.2.1. Questionnaire e connaissances complété par les participants en début et fin de formation  Rapports des partenaires coopérants	- La fourniture de l'assistance n'a pas été entravée par les pluies, l'insuffisance des infrastructures et l'insécurité - Les communautés sont intéressées par le programme et continuent de participer tout au long du projet - Les petits producteurs adhèrent au programme et sont engagés depuis le début
		2.2.2 Nombre des organisations paysannes et GIE qui sont devenus membres d'une filière de transformation alimentaire des aliments enrichis avec l'appui de l'UE	2.2.2: OP 0, GIE 0	OP : 50 (2024) GIE : 30 (2024)		
		2.2.3 Nombre de petits exploitants ayant accès au crédit et intrants agricoles avec l'appui de l'UE (H/F)	2.2.3: 0	2.2.3: 10 000 (2024)		
		2.2.4 Nombre de petits exploitants équipés avec des outils innovants pour mitiger les risques climatiques grâce à l'appui de l'UE (H/F)	2.2.4 : 0	2.2.4: 10 000 (2024)		
			2.2.5 : 0	2.2.5 : 3 000 tonnes		
			2.2.6. : 0	2.2.6. : à déterminer		

		<p>2.2.5 Quantité d'aliments enrichis produite par les unités de transformation appuyées par l'UE (tonnes)</p> <p>2.2.6. Écosystèmes agricoles et pastoraux où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (ha) (EURF 2.4)</p>				
<b>Produit 1 Lié à l'effet direct 3</b>	3.1 L'offre d'aliments locaux à haute valeur nutritive est accrue pour les personnes vivant dans des situations précaires	<p>3.1.1 Nombre d'unités de transformation multifonctionnelles répondant aux normes de qualité</p> <p>3.1.2 : Nombre d'aliments nutritifs pour lesquels le prix est régulièrement disponible grâce à l'appui de l'UE</p>	<p>3.1.1 : 0</p> <p>3.1.2 : 0</p>	<p>3.1.1 : à déterminer</p> <p>3.1.2 : à déterminer</p>	Rapports des partenaires coopérants	
<b>Produit 2 Lié à l'effet direct 3</b>	3.2 L'utilisation des aliments locaux ou disponibles localement, à haute valeur nutritive est améliorée	<p>3.2.1 : Nombre de femmes bénéficiaires d'AGR sensible à la nutrition en vue de la diversification alimentaire appuyée par l'UE</p> <p>3.2.2 : Montant de cash transféré avec l'appui de l'UE aux plus vulnérables pour la mise en place d'AGR sensible à la Nutrition et d'autres activités (FCFA)</p> <p>3.2.3 : Nombre de messages de sensibilisation diffusés pour susciter la demande et la consommation des aliments à haute valeur nutritives avec l'appui de l'UE</p>	<p>3.2.1 : 0</p> <p>3.2.2 : 0</p> <p>3.2.3 : 0</p>	<p>3.2.1 : 10 000 (2024)</p> <p>3.2.2 : 5 509 986 008 FCFA (2024)</p> <p>3.2.3 : 720 (2024)</p>	Rapports des partenaires coopérants	
<b>Produit 3</b>	3.3 Une stratégie est adaptative	3.3.1 : Nombre d'actions de sensibilisation pour le	3.3.1 : 0	3.3.1 : 100 (2024)	Rapports des partenaires coopérants	- Le gouvernement et

<b>Lié à l'effet direct 3</b>	développée et mise en œuvre pour le renforcement des capacités des populations ciblées pour améliorer leur diète alimentaire en mettant à profit les circuits courts (production locale), la valorisation des produits locaux transformés (farines enrichies) et un meilleur équilibre alimentaire par un emploi d'aliments à haute valeur nutritive.	<p>changement social et comportemental organisées (désagréé par type) avec l'appui de l'UE</p> <p>3.3.2 : Nombre de bénéficiaires ciblés qui ont bénéficié de sensibilisation pour le changement social et comportemental avec l'appui de l'UE (H/F)</p>	3.3.2 : 0	3.3.2 : 10 000 (2024)		<p>les partenaires sont en mesure de fournir des activités complémentaires pour répondre aux besoins en NFI, hygiène, eau, assainissement et autres des bénéficiaires</p> <p>- Les femmes comprennent les avantages et les méthodes de préparation des produits nutritifs et ont la possibilité d'adopter de bonnes pratiques</p>
<b>Produit 1 Lié à l'effet direct 4</b>	4.1 Les mécanismes nationaux de réponses et les communautés sont renforcés	<p>4.1.1 : Nombre de mécanismes nationaux de réponses renforcés avec l'appui de l'UE</p> <p>4.1.2 Nombre de réseaux nationaux de recherche, d'analyse et de conseil mise en place avec l'appui de l'UE</p>	<p>4.1.1 : 0</p> <p>4.1.2 : 0</p>	<p>4.1.1 : 5 (2024)</p> <p>4.1.2: à déterminer</p>	Rapport des partenaires Gouvernementaux	

## 4. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

### 4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Mali.

### 4.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable

### 4.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>13</sup>.

#### 4.4.1. Gestion indirecte avec une organisation internationale

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'action vise le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance de personnes dans les situations les plus vulnérables en augmentant leur résilience aux chocs et crises, et en favorisant le développement durable dans les zones ciblées du centre du Mali.

Étant donné la zone ciblée pour l'Action (zones d'instabilité), il est nécessaire de contractualiser avec des prestataires qui œuvrent déjà sur place et sont acceptés par les populations. Les Nations Unies et les ONGI sont les partenaires présents contractualisables par l'UE. Étant donné le montant de l'action, il est raisonnable de penser qu'une agence des Nations Unies aura la capacité d'investir dans les temps impartis le montant de la subvention tout en garantissant une gestion saine.

Le choix du PAM est justifié par son expérience sur les zones fragiles du Mali et dans la thématique de résilience :

Sur un plan institutionnel : Le PAM est une structure reconnue pour ses compétences dans les domaines de la sécurité alimentaire auprès de tous types de vulnérabilités, des cantines scolaires, de la résilience (protection sociale et relèvement). Son rôle dans la prévention est de plus en plus affirmé.

Sur le plan technique : Au Mali, le PAM a bénéficié récemment de deux subventions : d'une part, une subvention de 5 millions d'euros pour le projet « Appui à la résilience des populations vulnérables au nord du Mali » (2015-2018) qui a donné toutes satisfactions techniques et financières. D'autre part, le PAM a également reçu un financement de 20 millions d'euros pour le programme CRIALCES financé par le FFU (2020-2021) au Mali, au Burkina Faso et au Niger (dont 8 millions d'euros pour le Mali). De plus, les activités de renforcement de la résilience du PAM sont financées par un grand groupe de donateurs, dont l'Allemagne, le Canada, le Danemark, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix. Le PAM collabore également avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) dans une stratégie conjointe sur la résilience au Mali avec des "communes" de convergence. Dans le cadre du Partenariat Renforcé PAM-UNICEF, les deux agences travaillent ensemble à la mise en œuvre d'un paquet complémentaire visant à renforcer la résilience, assuré par une combinaison de financements parallèles et conjoints.

<sup>13</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

Sur le plan stratégique : Le PAM est présent dans la zone depuis plusieurs années pour les activités de résilience (financement de l'AFD puis de l'Espagne). Il travaille de manière intégrée sur 20 communes selon une démarche Nexus partant de (i) la réponse aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats, (ii) le renforcement de capacités des organisations de producteurs et des groupements féminins pour des choix informés et adaptés, (iii) le développement d'actifs et de la productivité agricole dans le cadre de la restauration des écosystèmes (travaux HIMO de protection) et la gestion des risques, (iv) la mise en place d'un environnement institutionnel favorable renforcé dans ses tâches (renforcement de capacités des services de l'État).

Le PAM met en œuvre ses activités en partenariat avec des ONG internationales et locales, y compris dans les zones difficiles d'accès. Pour améliorer l'efficacité opérationnelle et la capacité de réagir rapidement, le PAM a établi une liste des ONG partenaires d'exécution pour lesquelles des accords de terrain ont déjà été mis en place (un total de 34 partenaires coopérants y compris des ONG internationales et nationales), permettant une identification et un choix rapides des partenaires d'exécution en fonction des besoins. Ce fichier est adapté par région et activité, sur la base des critères suivants : capacités opérationnelles, compétences techniques, rentabilité, performances antérieures, acceptation par la communauté et complémentarité entre les propres programmes de l'ONG et les interventions du PAM.

L'Action cherchera aussi à valoriser les différents réseaux d'experts existants y compris les centres de recherche et des universités (Institut Polytechnique Rural (IPR), Institut d'Économie Rurale (IER), Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), World Vegetable Center, etc.). Le choix des partenaires sera fait en concertation avec la DUE. Dans l'esprit de triple NEXUS, une consultation d'ECHO sera faite afin de coordonner la mise en œuvre de l'Action de façon cohérente avec les interventions humanitaires.

Au cas où l'entité envisagée devrait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement en utilisant les mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

#### **Exception à la non-rétroactivité des frais**

La Commission autorise la reconnaissance des frais supportés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le PAM met déjà en œuvre un projet similaire dans cette zone qui prendra fin le 31 décembre 2021. Cette exception à la non-rétroactivité des frais vise donc à assurer une continuité des activités de résilience et à éviter une interruption de la fourniture d'assistance aux populations vulnérables de ces zones fragiles.

#### **4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).



#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4	
<b>Gestion indirecte avec le PAM – cf. section 4.4.1</b> Composée de :	<b>50.000.000</b>
OS1 Sécurité alimentaire et nutritionnelle	11.750.000
OS2 Moyens de subsistance	19.000.000
OS3 Prévention de la malnutrition	17.750.000
OS4 Gestion des risques et résilience aux chocs et crises - niveaux national, local, communautaire	1.500.000
<b>Évaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	Couvert par une autre mesure
<b>Totaux</b>	<b>50.000.000</b>

#### 4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Cette Action sera gérée et mise en œuvre par le bureau de pays du PAM au Mali situé à Bamako. Le bureau pays est dirigé par le directeur pays et le directeur pays adjoint. Le chef de programme, qui relève du directeur pays, sera chargé de la coordination des activités du programme ainsi que du suivi et de l'évaluation des activités. Sous la supervision du chef de programme, le personnel en charge à Bamako et dans les bureaux de terrain, exécutera les interventions.

Sous la supervision du directeur pays, le personnel du PAM dans les bureaux de terrain mettra en œuvre les interventions en partenariat avec des ONG locales et internationales ayant une connaissance du contexte local. Le PAM a des protocoles d'entente (*memorandum of understanding*) avec la FAO et l'UNICEF pour travailler dans ces zones et compléter les activités de résilience et de nutrition. Toutes les fonctions financières, de personnel, d'achat et autres nécessaires à la mise en œuvre du projet seront gérées à partir du bureau de pays de Bamako et menées conformément aux règles et politiques établies par le PAM. L'organisation a mis en place un système bien établi et clairement défini de contrôles financiers et budgétaires efficaces, la responsabilité étant attribuée aux gestionnaires à différents niveaux au sein des bureaux de terrain, du bureau de pays, du bureau régional et du siège.

Le recrutement de femmes sera encouragé comme objectif de parité dans le recrutement. Le bureau régional du PAM et son siège fourniront un appui technique à travers ses unités programmatiques de coordination, des missions de suivi et de support à distance.

Un comité de suivi sera mis en place avec la participation du PAM et de la DUE. Ce comité se réunira de manière semestrielle ou annuelle pour apprécier l'avancement de l'Action et proposer éventuellement des ajustements. Un comité technique plus large et impliquant les acteurs nationaux se réunira trois à quatre fois par an.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5. MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le PAM utilise une approche G.A.R (Gestion Axée sur les Résultats) pour la gestion de ses programmes qui vise principalement à améliorer les capacités d'apprentissage de l'organisation et à présenter les résultats basés sur la performance. La mise en œuvre du système de S&E est assurée par différentes parties prenantes, notamment les moniteurs du PAM au niveau des bureaux terrain qui assurent le suivi dans les zones accessibles du centre et du sud du pays, les partenaires de suivi par une tierce partie (TPM) qui sont chargés du suivi dans les zones inaccessibles aux moniteurs du PAM compte tenu de l'insécurité, et les partenaires coopérants qui assurent la mise en œuvre des activités sur le terrain (ONG nationales et internationales, partenaires étatiques, collectivités, etc.).

Le PAM assurera le suivi à 3 niveaux :

- Au niveau des effets, le PAM analyse les résultats sur le moyen et long terme. Ce suivi est coordonné par le PAM directement et des partenaires, tels que les agences de structure de suivi par les tiers (TPM), les structures de recherche, universités ou cabinets indépendant peuvent être sous contractés pour ce niveau de suivi et évaluations.
- Au niveau des produits, un suivi mensuel des progrès et réalisés. Dans ce cadre, il est demandé au partenaire coopérant de rapporter sur l'état d'avancement des extraits produits mensuellement.
- Au niveau des processus et activités un suivi est réalisé à travers les agents du PAM et les TPM contractée par le PAM à cet effet.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Le suivi et le rapportage s'effectueront selon les indicateurs sexo-spécifiques, l'âge et handicap, si pertinent.

## 5.2. Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation ex-post sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes contracté(es) par la Commission.

Elle sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que les situations d'insécurité peuvent pénaliser le déroulement normal du projet et empêcher le déplacement des évaluateurs sur le terrain.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 6 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

L'équipe d'évaluation comprendra une expertise genre et droits humains.

## 5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6. COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## APPENDICE 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention<sup>14</sup> (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	

<sup>14</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).

## APPENDICE 2 CARTE – COMMUNES PROJET CRIALCES ET ZONES POTENTIELLES D'INTERVENTION

